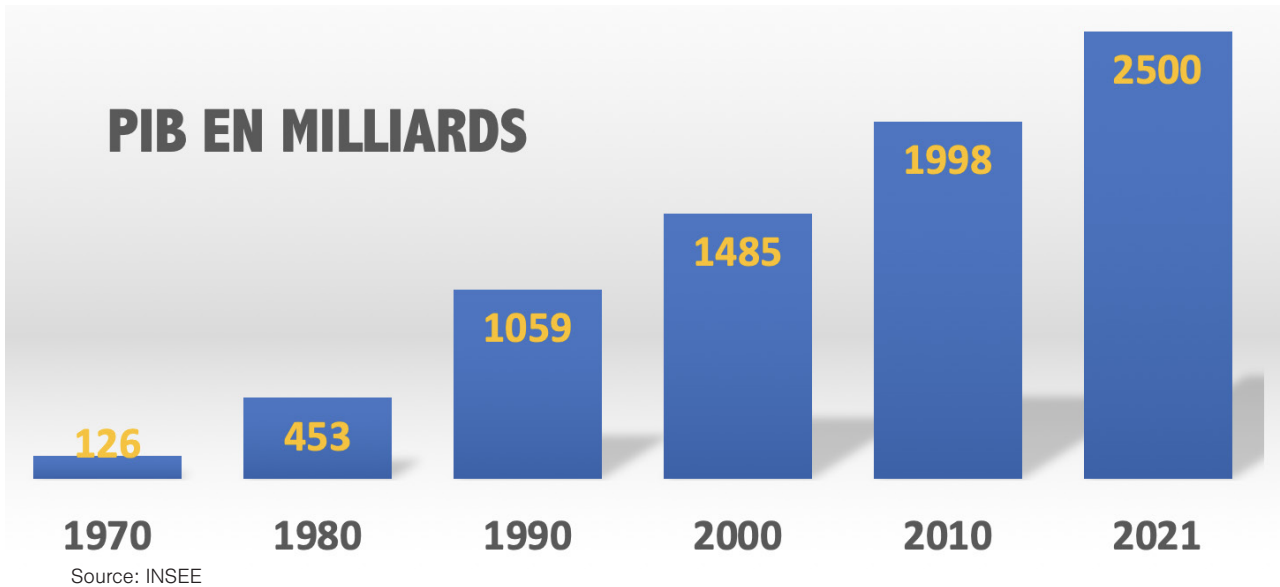


L'ARGENT existe pour le progrès Social ! C'est un choix de société

Le SNEP-FSU a toujours été soucieux de voir comment financer ses revendications qui ne peuvent être réduites à une faisabilité comptable. Des revendications s'intègrent dans des choix de sociétés donc politiques. Le financement vient ensuite. Rappelons le choix politique de construire une sécurité sociale dans un pays pauvre à l'époque et qui a vu son financement se construire après. L'économie est au service de l'intérêt général et non l'inverse. Aujourd'hui, orienter les dépenses publiques vers le progrès social et environnemental est possible.

1/ Une France de + en + riche... mais où va l'argent ?



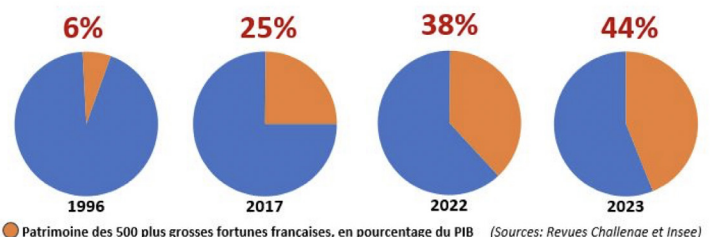
2/ Toujours PLUS de richesses pour le capital, toujours MOINS pour le travail



Répartition de la valeur ajoutée des entreprises (source: Michel Husson)

Depuis 1980, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises est passée de 70 % à 60 % en France. Ainsi, 10 points de valeur ajoutée sont passés du travail vers le capital*. Cela représenterait un transfert d'environ 250 Mds pour 2023. Ce manque pour les revenus du travail et sociaux a largement nourri les profits et très peu réinvesti dans les entreprises. En 2023, en France, les dividendes du CAC 40 représentent près de 100 milliards d'euros (97.9 Mds), un record !**. Ces dividendes,

ne servent pas à l'économie réelle et nourrissent la spéculation. Le revenu des actions a augmenté de 350 % en 20 ans soit 10 fois plus que l'inflation. Ces dividendes sont 10 fois moins taxés que les revenus du travail. Les 500 familles plus riches de France (classées par le magazine Challenges) cumulent plus 1 170 milliards d'euros de richesse. Cela représente 44 % du PIB en 2023. Leur richesse représentait 6 % en 1996 !



3/ Un «pognon de dingue» pour les grandes entreprises... et surtout pour les actionnaires.

Il existe aujourd'hui entre 150 et 200 Milliards (Mds) d'aides publiques multiples aux entreprises**, proportion jamais atteinte : « un pognon de dingue ». Elles sont versées sans contreparties (écologique et sociales), et elles sont plus massives pour les grandes entreprises que les petites. Il y a nécessité de redistribuer autrement ces aides et en particulier vers les PME.

Les cadeaux fiscaux faits aux plus riches suite à l'élection d'E. Macron, conjugués à la baisse des impôts sur les sociétés et du taux marginal de l'impôt sur le revenu ont accentué la concentration des richesses.

Au total, la politique de Macron a supprimé 60 Mds de recettes dans le budget 2023 (50 Mds en 2022 dicit B Le Maire)

(« Recettes jetées à la rivière » et creusant le déficit public). Ce sont les actionnaires qui ont profité de ces aides publiques !

L'évasion fiscale représente entre 80 et 100 mds par an en France. La fraude aux cotisations sociales (travail non déclaré) entre 8 et 14 Mds !

Alors que les richesses sont de plus en plus concentrées et ne servent pas à améliorer les Services Publics et l'économie réelle, les impôts baissent drastiquement, surtout pour les plus

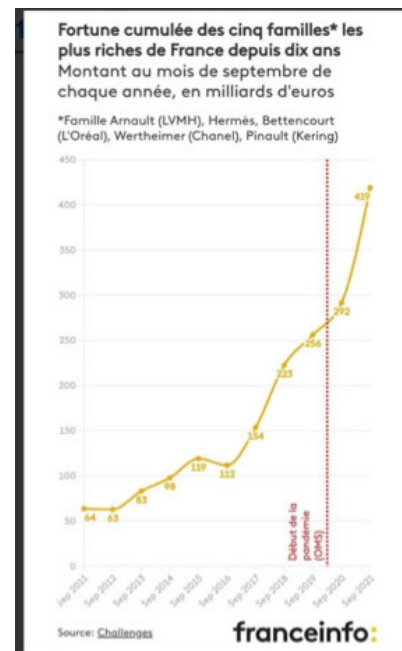
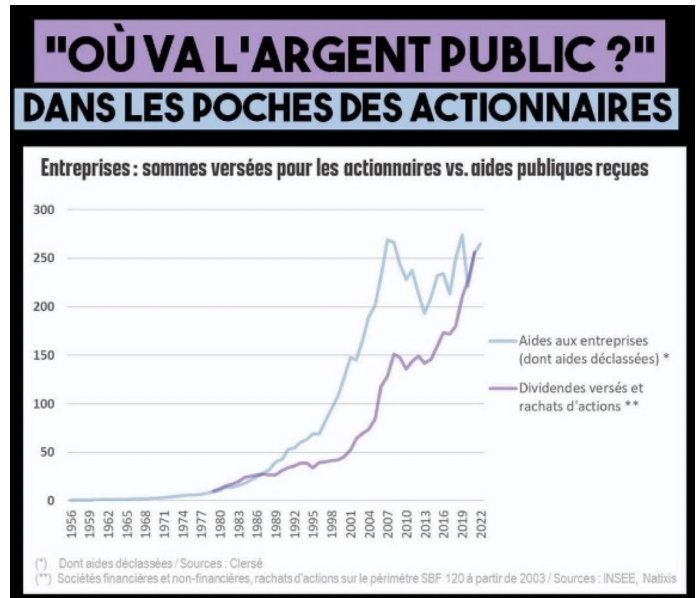
riches. Le SNEP-FSU demande une plus grande progressivité de l'impôt tant pour les revenus que pour les entreprises. Dès 2025, selon ATTAC, avec 6 mesures on peut récupérer 60 Mds de recettes supplémentaires (QR code).



Ce n'est pas l'argent qui manque, mais la volonté politique de répartir plus équitablement les richesses produites par le travail.

Plus de richesses orientées vers le travail, les services publics et la protection sociale, c'est CAPITAL !

* source : commission européenne (9,3 % en France pour être exact)
 ** : Le Monde (7/3/2024) Dividendes + rachats d'actions.
 ***L'étude du Clersé, 2022, chiffre à 157 Mds les aides diverses. D'autres études vont jusqu'à 200 Mds.



4/ L'imposture du RN sur l'augmentation des salaires : pas de remise en cause de la répartition capital/ travail !

Le RN propose d'augmenter le salaire NET mais, « en même temps », de baisser les cotisations patronales. Ainsi, le salaire TOTAL n'augmente pas car ce qui est donné en plus dans le NET est repris sur les cotisations. Les cotisations sont du SALAIRE qui est socialisé pour permettre une protection sociale pour tous et toutes. Si les recettes de la protection sociale baissent, chaque salarié devra prendre des assurances privées supplémentaires. Le salaire direct c'est pour remplir le frigo tous les mois, le salaire indirect c'est pour toute la vie (protection de la maladie, vieillesse, chômage..).

Le RN ne propose donc aucune modification de la répartition des richesses entre le capital et le travail au profit des travailleur-euses ! Il propose de rester dans le même cadre qui favorise le capital au détriment du travail. C'est une imposture de plus.

